



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 mars 2013
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt-deuxième session

Vienne, 22-26 avril 2013

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale

Argentine: projet de résolution

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

Coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité

Le Conseil économique et social,

Préoccupé par le problème nouveau que représentent la fraude économique transnationale et la criminalité liée à l'identité à grande échelle et par la hausse importante du volume des infractions de cette nature, de la fréquence de celles qui sont commises à l'échelle transnationale et de leur diversité,

Préoccupé également par le recours à la fraude économique et à la criminalité liée à l'identité pour faciliter la commission d'autres actes illicites,

Préoccupé en outre par le rôle que jouent les technologies de l'information et des communications et l'informatique dans l'évolution et l'expansion de la fraude économique et de la criminalité liée à l'identité,

Convaincu de la nécessité d'élaborer des stratégies et des mesures globales, multiformes et cohérentes, notamment des mesures de répression et de prévention, pour lutter contre ces formes de criminalité,

* E/CN.15/2013/1.



Convaincu également de l'importance des partenariats et des synergies entre les États Membres, le secteur privé et la société civile, en particulier aux fins de l'élaboration de leurs stratégies et mesures respectives,

Rappelant la Déclaration de Salvador sur les stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation¹, dans laquelle de vives préoccupations ont été exprimées concernant le problème que posaient la fraude économique et la criminalité liée à l'identité ainsi que leurs liens avec d'autres activités criminelles et, dans certains cas, terroristes, et dans laquelle les États Membres ont été invités à prendre des mesures juridiques appropriées pour prévenir la fraude économique et la criminalité liée à l'identité et en poursuivre et punir les auteurs, et à continuer d'appuyer les travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans ce domaine, et où ils ont été encouragés à renforcer la coopération internationale dans ce domaine, notamment grâce à l'échange d'informations pertinentes et de meilleures pratiques et par le biais de l'assistance technique et juridique,

Saluant les efforts déployés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter les travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité en tant que plate-forme permettant la réunion régulière des représentants des gouvernements, des entités du secteur privé, des organisations internationales et régionales et des milieux universitaires pour mettre en commun des données d'expérience, élaborer des stratégies, faciliter la poursuite des travaux de recherche et convenir de mesures pratiques pour lutter contre la criminalité liée à l'identité,

Prenant note des travaux que le groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité a menés durant ses cinq réunions tenues à Vienne de 2007 à 2010 et des résultats de ces travaux, tels que le manuel sur la criminalité liée à l'identité intitulé *Handbook on Identity-related Crime*, comprenant un guide pratique sur la coopération internationale dans la lutte contre cette forme de criminalité, ainsi que les études sur les approches existant en matière juridique et d'incrimination, la protection des victimes et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé,

Rappelant ses résolutions 2004/26 du 21 juillet 2004, 2007/20 du 26 juillet 2007, 2009/22 du 30 juillet 2009 et 2011/35 du 28 juillet 2011,

1. *Prend note* du rapport de la sixième réunion du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité²;

2. *Accueille* avec satisfaction les grandes lignes d'une loi type sur la criminalité liée à l'identité, ainsi que la liste de contrôle des éléments stratégiques à prendre en compte dans l'élaboration de stratégies nationales en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la criminalité liée à l'identité, qui figurent sous forme d'appendices dans le rapport susmentionné;

3. *Prend note* du document sur l'élaboration d'un cadre contenant les éléments de base d'une stratégie nationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la criminalité liée à l'identité, ainsi que du

¹ Résolution 65/230 de l'Assemblée générale, annexe.

² E/CN.15/2013/25, annexe.

document sur les exemples concluants de partenariats public-privé dans la lutte contre la criminalité liée à l'identité;

4. *Invite* les États Membres à fournir des informations à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les efforts engagés, le cas échéant, à l'échelle nationale pour élaborer des stratégies en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la criminalité liée à l'identité;

5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, de poursuivre ses efforts visant à promouvoir une compréhension mutuelle et un échange de vues et de connaissances spécialisées entre les diverses parties prenantes, en particulier entre les entités des secteurs public et privé, sur les questions se rapportant à la criminalité liée à l'identité, dans le cadre des futurs travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, s'agissant notamment d'un projet de loi type sur cette forme de criminalité;

6. *Invite* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à coopérer avec d'autres organisations internationales et intergouvernementales menant des activités dans ce domaine en favorisant leur participation et leur implication active dans les futurs travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité;

7. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt-troisième session, sur la suite donnée à la présente résolution.
